

Autonomisation des femmes dans la filière karité: Le projet PAEFFK du MPEF a remis des équipements et matériels à 10 375 femmes

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 26 JUN 2023

1373

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le Mali après le référendum

Les 3 précieux conseils

de Yeah Samaké à Assimi Goita



Retrait de la MINUSMA : Le PARENA prône le dialogue



La fête des cadeaux chez Canal+ : La cérémonie de remise du deuxième lot a eu lieu ce vendredi



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

25 Juin
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

10

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

663 178 Vaccinations incomplètes

3 877 865 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.15



P.25



UNE	Le Mali après le référendum : Les 3 précieux conseils de Yeah Samaké à Assimi Goita	P.5
BREVES	La fête des cadeaux chez Canal+ : La cérémonie de remise du deuxième lot a eu lieu ce vendredi	P. 11
	Affaire Mariam Traoré : Ce qu'il faut savoir	P. 11
	Wagner contre Russie : Prigojine accepte d'arrêter l'avancée de ses troupes de sur le territoire	P. 12
	Préservation de la paix publique : La contribution de me Aboubacar Karamoko Coulibaly	P. 12
	Climat : L'Afrique est-elle condamnée à la mendicité ?	P. 12
ACTUALITES	Résultats DEF 2023 : Un de taux de réussite de 30,32%	P. 15
	Célébration de la fête de Tabaski : La Croix Rouge du Mandé apporte le sourire aux orphelins	P. 16
	Autonomisation des femmes dans la filière karité : Le projet PAEFFK du MPEF a remis des équipements et matériels à 10 375 femmes	P. 17
POLITIQUE	Retrait de la MINUSMA : Le PARENA prône le dialogue	P. 23
	Dr. Moussa Coulibaly sur le referendum : « L'enthousiasme malgré les nombreux défis »	P. 25
CULTURE ET SOCIETE	CONTENTIEUX DU DROIT COMMUNAUTAIRE AFRICAIN : Le juge national et le contentieux des normes communautaires de l'UEMOA »	P. 26
	La fête de Tabaski : Un défi pour les tailleurs maliens	P. 27
INTERNATIONAL	Rébellion en Russie : Alexandre Loukachenko, le sauveur !	P. 28
	Russie : Comment le "cuisinier de Poutine" est devenu un défi à son autorité	P. 30
	Exposition économique et commerciale sino-africaine : Rendez-vous à Changsha !	P. 32
SPORT	Transfert : L'UEFA agacée d'être dépouillée par l'Arabie saoudite	P. 33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



Le Mali après le référendum Les 3 précieux conseils de Yeah Samaké à Assimi Goita

Yeah Samaké, président d'honneur du PACP et ancien ambassadeur du Mali en Inde, a donné son avis sur l'actualité malienne lors de son passage dans l'émission «En toute liberté» de Joliba TV news. Il a conseillé au président de la transition, le colonel Assimi Goïta, de rassembler les Maliens et de ne pas se présenter à la présidentielle pour sortir par la grande porte.

Yeah Samaké a commencé par expliquer qu'il est un «soldat de développement du Mali» pour avoir construit des dizaines d'écoles, donné des dizaines de forages et fait des dons aux personnes démunies à travers le pays. Il a également expliqué son attachement à son Ouélessébougou natal en tant que descendant direct de la région.

En ce qui concerne la situation actuelle du pays, Yeah Samaké a constaté que le Mali est beaucoup divisé et que les Maliens sont plus opposés et divisés que jamais. Il a également déploré la diplomatie «agressive» du

Mali et a conseillé au chef de la diplomatie de s'adapter au contexte plutôt que de se comporter en porte-parole du gouvernement.

Cependant, Yeah Samaké a félicité le gouvernement de la transition pour l'organisation du référendum malgré quelques ratés. Il a encouragé le gouvernement à analyser le processus référendaire pour les échéances à venir et a appelé le président de la transition à traduire cette victoire en bonheur concret pour les Maliens.

Enfin, Yeah Samaké a prodigué trois précieux conseils à Assimi Goïta : rassembler, rassembler, rassembler les Maliens. Il invite le chef de l'État à rassembler les Maliens. Pour cet homme politique, le rassemblement des Maliens est une nécessité pour la réussite même de la transition.

Yeah Samaké suggère également à Assimi d'offrir une offre politique. Il recommande d'aller vers une offre politique et de ne pas se fier uniquement à ceux qui disent oui.





Selon lui, cette offre politique consiste à donner une certitude aux Maliens quant à ce qui sera fait de cette nouvelle constitution. Il s'agit également de donner des précisions sur l'évolution institutionnelle et politique du Mali avec la nouvelle constitution.

Yeah Samaké plaide pour que tous les Maliens soient rassemblés pour dire où nous allons. Il est important qu'Assimi s'adresse aux acteurs de la vie politique et aux forces vives de la nation. Il n'est pas non plus pour que la classe politique soit mise de côté dans la gouvernance. Il demande que les partis politiques soient les noyaux des activités qui concernent la vie publique.

Yeah Samaké demande à Assimi de clarifier sa position s'il respectera ses propos de « rester en dehors du jeu politique » pour être un héros national. Il souhaite échanger avec les autorités de la transition. Il demande également au chef de l'État de ne pas se présenter à la présidentielle à venir pour sa crédibilité.

La question de la MINUSMA :

Yeah Samaké accueille la nouvelle du retrait de la MINUSMA du Mali avec « un beau sourire ». Pour lui, Diop a donné une porte de sortie à la MINUSMA. Il soutient également que la MINUSMA, n'ayant pas un mandat plus

robuste, n'a pas atteint les résultats attendus par le Mali.

Rediscuter pour un mandat plus robuste

Selon lui, la possibilité de rediscuter est un avantage pour obtenir un mandat plus solide.

Sortir de la transition

« Plus ça dure, plus c'est difficile », alerte le natif de Ouélessébougou en parlant de la durée de la transition. Sans langue de bois, il affirme que la gestion d'un pays ne peut pas se limiter à une transition. « Nous avons pris des engagements envers nous-mêmes et des serments ont même été prêtés. Je pense qu'il est temps de sortir de cette transition », plaide-t-il auprès des autorités de la transition. Il ajoute : « Nous ne sommes pas obligés d'organiser des élections législatives ou municipales. Ce n'est pas une obligation. Organiser 4 à 5 élections en une année n'est pas facile. Après le référendum, allons directement à l'élection présidentielle ».

Anguimé Ansama





Moussa Kondo
@Kondoba

La « rébellion armée » qui se passe actuellement en #Russie est un signal fort pour les États qui ont choisi ce pays comme partenaire stratégique. Il est important d'avoir un #partenaires fiable et stable pour envisager l'avenir avec sérénité si on veut aller loin. Dans les années 90s, l'ex-URSS (Russie 🇷🇺) a dû abandonner « ses amis » africains pour s'occuper de ses propres problèmes internes et aujourd'hui nous assistons au même scénario avec l'éclatement de cette rébellion sur son sol que nous savons tous sera la priorité de la Russie. Le seul salut des pays en voie de développement reste la @CommunityofDem car malgré « le choix stratégique » opéré par les autorités de la Transition, les @USEmbassyMali @FranceauMali @UEauMali restent les plus grands soutiens au développement de notre pays, le Mali 🇲🇱 et non la Russie et cela est un FAIT!



Seydou Oumar Traoré
2 h ·

**L'imam cherche l'argent.
Donnez le lui comme vos
prédécesseurs. Ingrat
qu'il est, il vous
renversera quand vous
donnerez moins.**

■ Bob's Hideout - Stories



Le prince William et le prince Harry ont finalement révélé une demi-sœur dont personne ne savait probablement qu'elle existait - respirez profondément avant de voir à quoi elle ressemble maintenant après avoir vécu une vie tranquille à l'abri des projecteurs. Voici toute l'histoire.



■ Kadidia Fofana



Que ferons-nous le jour où ils se retourneront contre nous?
A méditer

■ Fahad Ag Almahmoud



Tous ceux qui avaient souhaité hier que Prigjine prenne Mouscou peuvent souhaiter que Kouffa prenne Bamako.
Ils sont simplement contre l'espèce humaine.

■ Ben Ibrahim



Le mogo de Ségou est connu grâce à l'imam Mahmoud Dicko certains ont la mémoire courte.
Dans ce pays

■ Nouhoum Ozil Sountoura



Première nationale au DEF 2023 avec 18,00 de moyenne.
C'est bien Fadimatou Boire élève de l'institut Sacré coeur de Bacodjicoro, elle a 14 ans.
Une fierté de l'académie de rive droite pour la première place du DEF 2023.
Félicitation aux encadreurs et au heureux admis.



Serge Daniel @sergedanielinfo · 29 m ...
 #Mali-Minusma-ONU/ Sur les RS,
 l'information circule : "Fin du mandat de la
 Minusma prévue pour le 30 juin 2023".
 Faux ! Il est 7hTU ce 25/6/ et aucune ,
 aucune décision n'a encore été prise à New
 York."Même pas encore la copie bleue". En
 réalité les discussions se poursuivent.

Malick Konate



#Russie - #Wagner : « Ils voulaient dissoudre le groupe Wagner. Nous sommes partis le 23 juin pour la « Marche de la Justice ». Pendant la journée, nous avons marché moins de 200 kilomètres jusqu'à Moscou. Pendant tout ce temps, nous n'avons pas versé une seule goutte du sang de nos combattants. Maintenant, le moment est venu où le sang peut être versé, donc, comprenant toute la responsabilité du sang russe versé sur l'un des côtés, nous tournons nos colonnes et partons dans la direction opposée aux camps de campagne selon le plan »,

a déclaré Evguéni Prigojine
 #Bèki_Takè



Habib Sacko



Merci les amis, merci mes frères, bravo bravo les gars..

Une reconnaissance éternel à Daouda Ndiaye dit Barclay et a mon oncle Bekaye Diawara dit LO.



Bacary Camara



Dernière minute!

Son épouse n'est pas arrêtée...

Aux dernières nouvelles, l'épouse de la victime Issa Koné vit toujours au domicile de son mari sauvagement assassiné, il y'a quelques jours par des inconnus, sous le regard ahuri et bouleversé de la pauvre dame accusée à tort ou à raison (en attendant le dénouement de l'enquête en cours) par des mauvaises langues, comme étant la commanditaire en cheffe de ce crime odieux .

Notre spécialiste Aly 24 qui est sans doute le journaliste le mieux informé sur les questions de sécurité et d'enquête policière promet de nous donner de plus amples informations sur

les résultats de son enquête. Le jeune Entrepreneur de bâtiments et de travaux publics natif de Ségou est décédé à l'âge de 42ans. Son corps a été inhumé à Ségou.
B;CAMARA, Journaliste



MALI KANU
20 m · 🌐

Suite à des vérifications auprès de la mission Onusienne au Mali, il s'est avéré que l'annonce que nous avons publiée hier soir concernant la décision du conseil de sécurité de l'ONU relative au retrait de la Minusma était infondée. Cette information nous avait été communiquée par une source habituellement fiable. Nous souhaitons présenter nos excuses les plus sincères à tous nos abonnés pour cette confusion et nous nous engageons à faire preuve d'une plus grande rigueur à l'avenir afin d'éviter de tels désagréments.

La rédaction **MALI KANU**



Fédération Malienne de Taekwondo



La Fédération Malienne de Taekwondo organise les examens de passage de grades de Ceinture rouge du 3ème Keup au 2ème Keup, du 2ème Keup au 1er Keup le 24 juin 2023 au Centre Kwang Myung à Bacodjicorni ACI. A cet effet, un stage de préparation est initié du 21 au 23 juin 2023 au Palais des Sports à partir de 17h.
#Femat



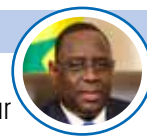
Maliweb.net



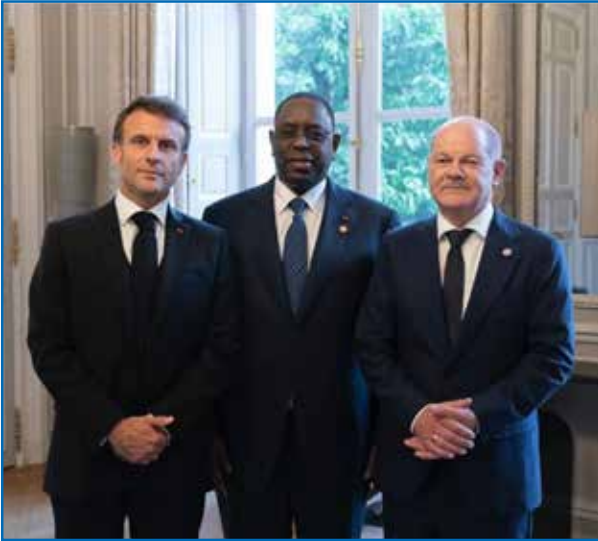
Maliweb.net - Football [Eliminatoires CAN 2023]
: Le Mali en déplacement bat le Congo 2 buts à 0 et obtient son ticket pour la phase finale



Macky Sall



Je me réjouis de la signature du Partenariat pour une transition énergétique juste entre le Sénégal et le Groupe des partenaires internationaux (Allemagne, Canada France, Royaume-Uni, Union européenne) en marge du Sommet de Paris pour un nouveau Pacte financier mondial. Cet engagement des partenaires à hauteur de 2,5 milliards d'euros reconnaît et accompagne nos efforts pour un développement sobre en carbone et résilient aux changements climatiques.



■ **Présidence Sénégal**



Le Président @Macky_Sall a reçu ce samedi le rapport final des travaux du dialogue national qu'il avait officiellement lancé le 31 mai 2023. Le Président Sall a salué « un dialogue de qualité avec des propositions pertinentes et réalistes » qu'il accepte globalement.



■ **Xavier Tytelman**



Quelles sont les chances de succès du coup d'Etat en Russie ? On a d'un côté Wagner, 25k hommes, opposé aux réserves russes. Les mêmes réserves qui ont eu d'énormes difficultés à faire face à l'incursion de 200 combattants anti-Poutine venus d'Ukraine à Belgorod le mois dernier.



■ **Ministère de la Santé et du Développement Social**



#HandiSport | Journée de meeting sportif des personnes de petites tailles

Le terrain de Bamako Coura a abrité ce samedi 24 juin 2023 les activités de la journée de meeting sportif. Organisée par les personnes de Petite taille, cette journée a permis de savourer le talent des handicapés dans le domaine de l'haltérophilie et du football. Sous le parrainage du Ministre Délégué auprès du Ministre de la Santé et du Développement Social, Chargé de l'Action Humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés, Monsieur Oumarou DIARRA, cette activité a vu la participation du Ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions Monsieur Ibrahim Ikassa MAÏGA, du Ministre de la Santé et du Développement Social Madame Dieminatou SANGARÉ, du Représentant du Ministre de la Défense et des Anciens Combattants Colonel SAMAKE et de la Présidente de l'Association des Personnes de Petite Taille Honorable Madame DIARRA Kadi BARRY. Des sportifs très engagés ont tenu en haleine un public très admirateur des causes des handicapés. Les Ministres SANGARÉ et DIARRA ont promis de tout faire pour la préservation des droits des handicapés toutes catégories confondues. Un match de football a mis aux prises les handicapés physiques aux personnes de petite taille. Après le temps normal du match le meilleur a gagné et tout le monde s'est réjoui. Une occasion pour les organisateurs et leurs partenaires de remettre aux 6 csrefs de Bamako des lits d'accouchement pour les femmes de petite taille. CCOM/MSDS



La fête des cadeaux chez Canal+ : La cérémonie de remise du deuxième lot a eu lieu ce vendredi



Les gagnants de la tombola de Canal+ ont été récompensés lors d'une cérémonie de remise de cadeaux qui s'est tenue vendredi matin au siège de l'entreprise. Les heureux gagnants ont reçu, pour les premiers, chacun un mouton pour la fête de Tabaski, ainsi que des abonnements gratuits d'un an pour les deuxièmes gagnants. La fête de Tabaski, également connue sous le nom d'«Aïd el-Kebir», est une célébration importante dans la religion musulmane. Elle commémore la volonté d'Ibrahim (Abraham) de sacrifier son fils à Allah et est célébrée chaque année par les musulmans du monde entier. Dans son discours, monsieur Drissa Traoré, chargé de communication à Canal+, a expliqué que son bureau a organisé cette deuxième cérémonie de remise de cadeaux pour récompenser les gagnants de sa tombola et pour offrir un cadeau symbolique pour la fête de Tabaski, ainsi qu'un abonnement gratuit d'un an à la chaîne. Les moutons offerts aux gagnants sont des animaux sacrés dans la religion musulmane et sont souvent utilisés pour des sacrifices lors de la fête de Tabaski. C'est pourquoi ils constituent un cadeau symbolique particulièrement apprécié pour cette occasion.

En offrant des abonnements gratuits d'un an à ses gagnants, Canal+ montre son engagement à fournir du contenu de qualité à ses clients, ainsi que sa volonté de les récompenser pour leur fidélité.

En résumé, la cérémonie de remise de cadeaux pour les gagnants de Canal+ a offert un moment de célébration et de récompense, avec des cadeaux symboliques pour la fête de Tabaski et des abonnements gratuits d'un an. Cette initiative montre l'engagement de Canal+ à offrir un contenu de qualité à ses clients et à les récompenser pour leur fidélité.

Siguéta Salimata Dembélé



Affaire Mariam Traoré : Ce qu'il faut savoir



Le ministère de l'éducation nationale a publié un communiqué ce samedi pour apporter selon lui, un démenti à une vidéo de Studio tamani devenue virale cette semaine. Dans cette vidéo, **Mariam Traoré**, élève en terminale au lycée nucléaire du groupe scolaire Aly Nadio dit avoir été omise sur la liste des candidats au baccalauréat.

Studio Tamani revient sur les faits qu'il a rapportés. Après avoir appris cette affaire, jeudi matin 21 juin, Studio Tamani a approché l'élève Mariam Traoré en question avec l'accord de ses parents. Mariam Traoré a donné sa version des faits, corroborée par les responsables de son école. L'académie d'enseignement de la rive droite dont relève l'école de Mariam Traoré a été contactée, sans succès.

Plusieurs versions

Joint par nos soins pour avoir la version des autorités sur cette affaire, le centre national des examens et concours de l'éducation CNCE, a affirmé que « cette situation est due à un problème de filiation que l'école de Mariam Traoré n'a pas réglé à temps ». En effet selon le directeur du centre, « il y avait trois élèves toutes Mariam Traoré, dont deux en classe de terminale. Et l'établissement n'a pas fourni les détails qui permettaient de différencier les trois Mariam Traoré. Après avoir recueilli cette version, Studio Tamani a produit son reportage et la vidéo de la jeune dame Mariam Traoré. Le reportage a été diffusé dans l'édition matinale du vendredi 22 juin. Alors que la vidéo a été publiée dans la même soirée du jeudi.

La réponse du berger à la bergère

Le lendemain vendredi le directeur du CNCE sollicite auprès de la rédaction une interview pour donner, selon lui, la bonne version de cette affaire. Le reporter de Studio Tamani se déplace à son bureau. Et réalise l'entretien. Dans cet entretien, le directeur affirme que Mariam Traoré ne devait pas être en terminale, puisqu'elle avait redoublé la 11e LL. Selon les responsables du lycée nucléaire du groupe scolaire Aly Nadio, Mariam Traoré a bel et bien fait les classes de 11e et 12e année dans ledit établissement, contrairement à la version donnée par le ministère dans le communiqué. Et l'école en veut comme preuves les bulletins de l'élève de la 11e année. Aussi, elle brandit la décision portant le maintien de Mariam Traoré dans cette école, même s'il est bien mentionné le document qu'elle n'est pas prise en charge par l'Etat comme l'a indiqué le ministère dans son communiqué. Question: ne pas être pris en charge par l'Etat, peut-il faire perdre à un élève, son droit de faire le bac?

Source : Studio Tamani

Wagner contre Russie : Prigojine accepte d'arrêter l'avancée de ses troupes de sur le territoire



Le fondateur du groupe de sécurité privé Wagner, Evguény Prigojine a accepté la proposition du Président biélorusse Loukachenko d'arrêter l'avancée de ses soldats sur le territoire russe et de prendre de nouvelles mesures de désescalade, annonce le service de presse du Président biélorusse.

Le Président biélorusse Alexandre Loukachenko s'est entretenu ce samedi 24 juin avec le fondateur du groupe de sécurité privé Wagner, Evguény Prigojine, accusé de mutinerie armée en Russie, a annoncé le service de presse de M.Loukachenko.

“Les négociations se sont poursuivies tout au long de la journée. Les interlocuteurs ont finalement convenu qu'il était inadmissible de déclencher un massacre sanglant sur le territoire de la Russie. M.Prigojine a accepté la proposition du dirigeant biélorusse d'arrêter l'avancée de Wagner en Russie et de prendre de nouvelles mesures pour désamorcer les tensions”, selon le service de presse L'entretien, qui a duré pendant toute la journée, s'est tenu en accord avec le Président russe Vladimir Poutine.

Le service de presse de Loukachenko a également déclaré qu'il existait maintenant “un projet de solution acceptable à la situation, avec des garanties de sécurité pour les combattants de Wagner”.

Source : <https://fr.sputniknews.africa/>

Préservation de la paix publique : La contribution de me Aboubacar Karamoko Coulibaly



Me Aboubacar Karamoko Coulibaly parle à propos du passeport “juste pour dire que le retrait du passeport diplomatique de l'imam Dicko à la demande du protocole de la république ne saurait servir de prétexte pour troubler l'ordre public et la paix sociale.

Sachons raison garder. Rien ne l'empêche de chercher dès demain un passeport ordinaire. Votre serviteur a procédé ainsi, lorsqu'au lendemain des événements du 18 Août 2020 qui m'ont trouvé à Niamey (Niger) , mon passeport diplomatique en ma qualité d'ancien ministre , a été retenu par la police des frontières à mon arrivée à Senou après la levée des sanctions de la CEDEAO et la reprise des dessertes du Mali par les compagnies aériennes. Quelques jours après je me suis procuré un passeport ordinaire avec lequel je voyage depuis. Ramenons donc les choses à leur juste proportion. L'imam n'ayant été ni retenu ni interdit de voyage, il est alors recommandé de placer l'événement dans un contexte républicain. Surtout que les conditions de délivrance du passeport diplomatique font l'objet de dispositions rendues publiques à travers un décret.

Aussi j'en appelle à la sagesse de l'imam Dicko afin que force reste à la loi pour la préservation de la paix publique.

À bon entendeur salut.”

Climat : L'Afrique est-elle condamnée à la mendicité ?

Chronique. Le sommet pour un nouveau pacte financier remet les rapports nord-sud au centre de l'attention, mais les pays du sud attirent encore trop les capitaux par la charité.

« Aucun pays n'a à devoir choisir entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète », a énoncé Emmanuel Macron lors de l'ouverture du sommet pour un nouveau pacte financier mondial. Une déclaration bienvenue à l'heure où la vulgate écologiste entretient une opposition stérile entre ces deux objectifs. C'est oublier que « les mesures d'atténuation et d'adaptation présentent plus de synergies que de compromis avec les objectifs de développement durable », pour reprendre les mots du GIEC. La capacité de l'humanité à lutter contre le



changement climatique et ses risques dépendra dans une large mesure des trajectoires de développement des pays du Nord et du Sud. Le déclinisme ambiant rend utile l'énumération des quelques victoires économiques et environnementales obtenues ces...

Source : lepoint

WARABIZ TOUR

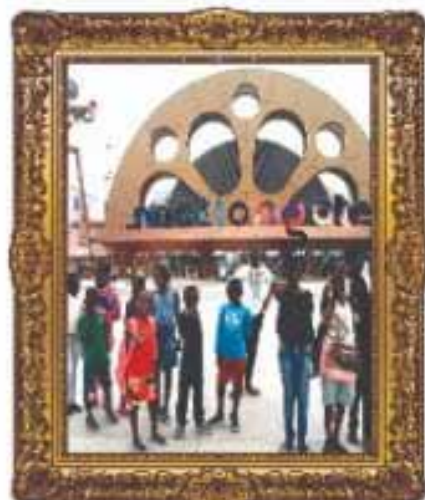
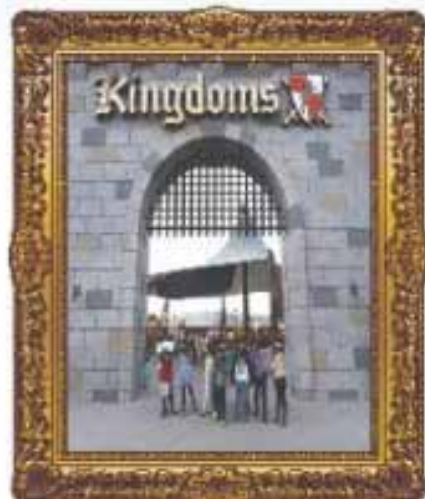
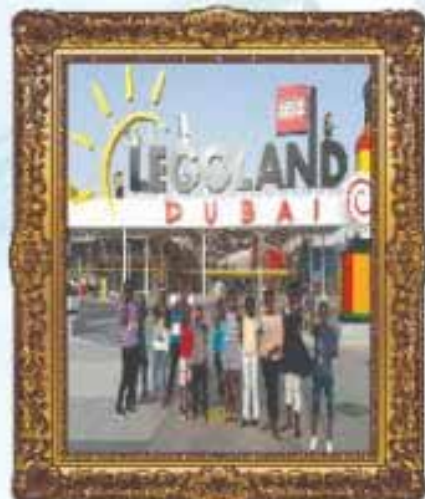
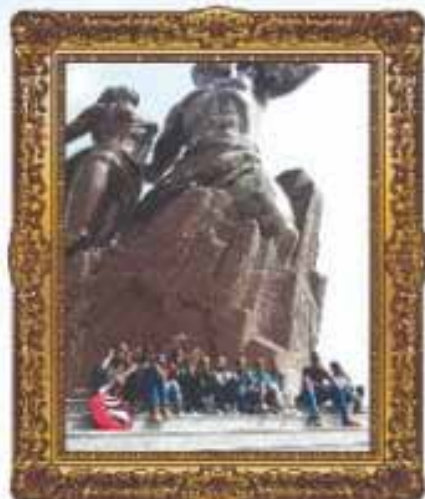


**Emirates
Holidays**

**BAMAKO - DUBAÏ VIA DAKAR
SÉJOUR - DUBAÏ :
DU 05 AU 19 AOÛT 2023**

Tarifs : 1 500 000 FCFA

Frais d'inscription : 300 000 FCFA



© 2013 All Rights Reserved - 00-44-20-00-70-46-00-95



SEBENIKORO, BP : E 3535
Rue : 415 Porte 200 Dernière
l'Agence Kafo Jiginew
CONTACTS : +229 76 47 36 71 / 65 25 70 27
Bamako - Mali / E-mail : warabizmali@yahoo.fr





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Résultats DEF 2023 : Un de taux de réussite de 30,32%

Les résultats de l'examen du diplôme d'études fondamentales (DEF) ont été publiés le samedi 24 juin 2023 sur l'ensemble du territoire malien, conformément au communiqué du ministère de l'Éducation Nationale. Le taux de réussite est de 30,32%, soit une baisse de 17,54% par rapport à l'année précédente. Bien que ce résultat soit jugé préoccupant, Fadimatou Boiré, élève à l'Institut du Sacré-Cœur relevant de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite, a été admise avec une moyenne de 18,00/20.

Il convient de rappeler que pour l'examen du diplôme d'études fondamentales (DEF), 283 243 candidats étaient en lice pour obtenir le précieux sésame. Au final, 74 375 ont été définitivement déclarés admis. Bien que certains puissent considérer ce résultat peu flatteur, il reflète le niveau des candidats. Depuis que le département de l'Éducation Nationale s'est fixé comme objectif de lutter efficacement contre la fraude, la fuite de sujets et les faux sujets ont connu une chute vertigineuse. Dans cette optique, le

document de la police et le règlement ont été signés par le ministre de l'Éducation afin de leur donner un contenu juridique. De plus, un imposant dispositif a été mis en place par le centre national des examens et concours de l'éducation pour détecter les candidats indéliçables qui tentent de passer les verrous de la fouille corporelle pour entrer en salle avec leur téléphone. Les prouesses enregistrées prouvent à suffisance l'efficacité de ce dispositif qui a permis aux candidats de composer à chance égale et d'éviter le flux de fuite de sujets qui ternissaient l'image de l'école malienne depuis plusieurs décennies. Tous les candidats pris avec un téléphone ont automatiquement perdu le bénéfice de l'examen. Cette dynamique doit être maintenue pour permettre à notre système éducatif de retrouver ses lettres de noblesse.

L'école malienne est en train de sortir petit à petit de l'ornière. La preuve en est que la première nationale, Fadimatou Boiré, a été admise avec une moyenne de 18,00/20. Elle est élève à l'Institut du Sacré-Cœur relevant

de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite. Très fière que la première nationale soit de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite, la directrice Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré a félicité tous les candidats en général et singulièrement la première nationale qui a fait honneur non seulement à ses parents mais aussi à son académie. Elle a chaleureusement remercié les directeurs de centres d'animation pédagogique relevant de sa circonscription pour leur indéfectible implication dans l'organisation des examens de fin d'année. Subséquemment, elle a indiqué que le taux global de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite est de 30,99%. Selon elle, ce résultat reflète le niveau réel des candidats et corrobore que l'école malienne est en refondation. Elle a affirmé qu'il est impératif de maintenir la dynamique enclenchée pour moraliser les examens de fin d'année dans notre pays qui a du mal à retrouver son prestige. Bien que ce taux soit relativement bas, il est important de souligner que ceux qui ont obtenu ce précieux sésame peuvent être fiers d'eux. Sans exagération, Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré a déclaré que cet exploit est une source de fierté pour toute la communauté éducative malienne.

■ Ibrahim Sanogo



Célébration de la fête de Tabaski : La Croix Rouge du Mandé apporte le sourire aux orphelins

Le samedi 24 juin 2023, dans la salle de conférence de la mairie de Ouezzindougou, le Comité Communal de la Croix Rouge de la commune rurale de Mandé, sous la houlette de son président, Youba Traoré, a procédé à la remise de vêtements aux orphelins pour qu'ils puissent mieux préparer la fête de Tabaski. Cette action fait suite à la remise de vêtements aux orphelins de la commune rurale de Mandé lors de la fête du Ramadan précédent. Environ soixante-six (66) orphelins, composés de 40 filles et de 26 garçons, ont bénéficié de cette donation.

Le Comité Communal de la Croix Rouge de la commune rurale de Mandé a pour objectif

de perpétuer cette tradition en donnant le sourire aux orphelins à travers la distribution d'habits complets de fête (pantalon-boubou et chaussures pour les garçons ; jupe grande robe et chaussures pour les filles) en cette veille de Tabaski. Cette occasion a été magnifiée par la présence des parents et tuteurs de ces orphelins venus de 18 villages du Mandé pour l'occasion.

Le président du Comité Communal de la Croix Rouge de Mandé, Youba Traoré, a déclaré que cette donation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet dénommé «Donnez le sourire aux enfants orphelins». Ce projet consiste à venir en aide aux enfants

orphelins qui sont pour la plupart abandonnés à leur propre sort et qui deviennent par la suite des bandits à grand chemin. Ainsi, pour éviter cela, ils ont élaboré un projet en trois étapes : vêtir les enfants pendant la fête, assister leur mère en les initiant aux activités génératrices de revenus et les maintenir à l'école. De plus, le Comité Communal de la Croix Rouge de la commune rurale de Mandé compte payer la scolarité de ces enfants, y compris les matériels didactiques, et les suivre pendant une année avant que leur mère puisse prendre le relais.

Le président a également souligné les difficultés qu'ils rencontrent généralement, notamment la non-assistance des autorités et de la Croix Rouge. «La Croix-Rouge représente le volontariat. Je dis toujours à mes volontaires : 'Ne tardez pas'. Nous menons nos activités avec nos propres fonds et avec l'aide de personnes bienveillantes. Les autorités et la Croix-Rouge ne nous accompagnent pas», a-t-il déclaré. Le président du Comité Communal de la Croix-Rouge de Mandé a indiqué aux autorités et à la Croix-Rouge malienne que ce comité est jeune et travaille pour le bien-être des populations. «En tant que responsable, nous sollicitons le soutien des autorités et de la Croix-Rouge, car chacun de nous a le droit à une assistance en cas de difficultés. Ce n'est pas pour le comité ni pour les volontaires, mais pour les personnes en situation de vulnérabilité».

Les bénéficiaires, constitués d'orphelins, ont vivement remercié le généreux donateur, le Comité Communal de la Croix-Rouge de la Commune rurale de Mandé, dirigé par Youba Traoré, et ont formulé des bénédictions à l'adresse de cette organisation charitable qui a enlevé une grosse épine de leurs pieds grâce à la remise d'habits à l'approche de la fête de Tabaski. Ils n'ont pas non plus oublié l'appui constant et combien important que cette organisation ne cesse de leur apporter.

■ Maffenin Diarra



Autonomisation des femmes dans la filière karité :

Le projet PAEFFK du MPEF a remis des équipements et matériels à 10 375 femmes



La cérémonie de remise des équipements de production de beurre de karité aux femmes rurales venant des régions de Koulikoro, Ségou, Kita Sikasso, Doila, San, Bougouni et Koutiala a été présidée par le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Wadidié Founé Coulibaly, le samedi 24 juin 2023 dans la cour de la Cité des Enfants. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet d'Autonomisation des Femmes dans la Filière Karité, dénommé PAEFFK.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son PTBA 2022 et 2023, le projet d'autonomisation économique des femmes dans la filière karité (PAEFFK) a prévu dans la composante 2 « augmentation de la production des femmes en qualité et en quantité », l'acquisition et la fourniture d'équipements de production aux organisations de femmes dans la filière karité. Dans cette optique, la Cellule d'Exécution du Projet (CEP) a lancé et acquis un second lot de matériels et d'équipements conformément aux procédures nationales approuvées par les services financiers nationaux compétents (Direction des Marchés Publics et des Délégations de Services Publics : DMP

- DSP, Direction Générale de l'Administration des Biens de l'État : DGABE, Délégation du Contrôle financier auprès du Département).

Ce lot de matériels et d'équipements est destiné essentiellement aux organisations qui sont mieux structurées dans la filière, notamment les coopératives pour la production de beurre de karité de bonne qualité. Les besoins ont été étudiés et proposés par l'expert chaîne de valeur du PAEFFK. Le lot de matériels et d'équipements est constitué de moulin, de moteur, de décortiqueur et autres équipements entrant dans la production de beurre. Lesdits équipements ont été réceptionnés en 2023. Ils sont destinés à plus de 10 000 femmes productrices et 101 coopératives et associations de femmes.

L'objectif principal de cette activité est de renforcer et rendre visible le partenariat entre le MPEF à travers PAEFFK, les organisations de femmes productrices de karité et les structures privées œuvrant pour la promotion de la filière au Mali. Il s'agit aussi de contribuer à l'atteinte d'un des objectifs du PAEFFK pour la filière qui consiste à renforcer les capacités de production technique

des femmes à la base. En prononçant son discours, Madame Wadidié Founé Coulibaly, ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, a souligné que son département était honoré et fier d'initier et de diriger le PAEFFK, un projet de partenariat entre le gouvernement du Mali et la Banque Africaine de Développement (BAD) visant à améliorer les revenus des femmes travaillant dans la filière karité au Mali. Elle a précisé que le Projet Karité visait à professionnaliser les organisations productrices de produits à base de karité et à améliorer la qualité et la quantité des produits. Elle a également déclaré que le PAEFFK ciblait 50 000 femmes dans les différents bassins de production de karité. De plus, elle a expliqué que dans le cadre de ce projet, son département mettrait à disposition un deuxième lot d'équipements pour aider à alléger la pénibilité de la production de beurre et à améliorer le rendement. Ce lot d'équipements sera remis à 101 organisations coopératives, totalisant plus de 10 000 femmes rurales des bassins de production de karité. Cette remise est la seconde d'une série dans le cadre de ce projet, et la suite consistera à soutenir une vingtaine d'unités de production de karité dans les grands bassins au bénéfice des femmes rurales. Les équipements comprennent une centaine de moulins et de décortiqueurs, une vingtaine de tricycles avec volant, des milliers de bâches, de fourneaux SEWA et d'autres équipements divers.

Madame Wadidié Founé Coulibaly a profité de l'occasion pour remercier la BAD pour la confiance qu'elle a placée en ces milliers de femmes et en son département. Cependant, elle a invité les bénéficiaires à faire bon usage des équipements remis afin de renforcer la confiance et la multiplication des actions dans ce sens. Enfin, elle a exhorté tous les partenaires à s'engager constamment pour faire de la filière karité le fer de lance de l'autonomisation des femmes.

■ Maffenin Diarra

Bamako le 20 juin 2023

République du Mali
Un Peuple-Un But –Une Foi

Sory Ibrahima Diarra

Prévenu à la Maison d'Arrêt et de Correction de Bamako (MCA)

Mandat de dépôt du 06 Juin 2018 du 5ème Cabinet d'Instruction du Pôle Economique et Financier du District de la Commune 3 du District de Bamako

***Lettre Ouverte A l'Attention de son Excellence, Chef de l'Etat,
Président de la Transition Colonel ASSIMI GOITA sur ma détention
arbitraire***

Son Excellence Mr le Président,

En votre qualité de Président de l'instance suprême de la magistrature qui est le Conseil Supérieur de la Magistrature, en tant que garant des droits les plus fondamentaux inscrits dans la constitution qui stipule en son **article 2 < Que la personne humaine est sacrée et inviolable. Tout individu a droit à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne>** et à son **article 7 < Que toute personne a droit un procès équitable et à un jugement dans un délai raisonnable>**.

Je me permets de vous adresser cette lettre dans un état de désespoir et d'injustice profonde. Je suis actuellement détenu dans des circonstances que je considère comme étant totalement injustes et contraires à tous les principes de justice et d'équité.

En tant que citoyen de ce pays, je crois en l'importance de l'état de droit et du respect des droits de l'homme. Malheureusement, ma situation actuelle semble être le reflet d'une injustice flagrante. J'ai été arrêté et emprisonné sans aucune preuve solide ni procès équitable.

Pour Rappel j'ai été placé sous mandat de dépôt par la juge d'instruction du Pole Economique et Financier depuis le 06 Juin 2018 environ 5 ans et 15 jours de détention sans jugement de fonds. Les infractions retenues sont **(FAUX ET USAGE DE FAUX CORRUPTION DANS LE SECTEUR PRIVE)** contre la **SODIMA Sarl** une entreprise agro-alimentaire au **Mali**.

Force est de constater qu'après la clôture du dossier d'information judiciaire à mon encontre conformément aux attributions du juge en charge de mon dossier, cette dernière a fait de la rétention pendant plus de 3 ans sans communiquer le dossier au parquet pour règlement.

C'est ainsi que mon Conseil à savoir **Maitre CHEICK OUMAR KONARE (Avocat inscrit au Barreau du Mali)** a adressé une correspondance en date du 16 juin 2021 au **Régisseur de la Maison Centrale d'Arrêt et de Correctionnel le Colonel**



ADAMA GUINDO qui je salue au passage qui m'a toujours réconforté, pour lui notifier le délai de dépassement de la détention préventive conformément aux dispositions des **articles 129 et 135 du Code de Procédure Pénale** et en même temps demander au **Régisseur** de me présenter au **Procureur République du tribunal de Grande Instance de la Commune 3** pour une libération immédiate.

Ce dernier avait requis ma mise en liberté dans son réquisitoire du **18 Aout 2021** auprès de la juge d'instruction.

Son Excellence, Mr Le Président, j'ai été malheureusement surpris de la notification de l'ordonnance de la juge d'instruction de la clôture de l'instruction en mon encontre et de la pièce de la procédure devant la **chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Bamako**.

Pour une énième fois j'ai introduit une demande de mise en liberté cette fois ci devant la **chambre d'accusation de la Cour d'Appel** de Bamako par mon conseil qui a été encore rejetée suivant **son arrêt numéro 34 du 21 janvier 2022 pour motif complément d'information**.

Son Excellence, Mr le Président vu la lenteur de la poursuite de l'information judiciaire par mon Avocat nous avons introduit une demande de mise liberté aux fin de relaxe pour le dépassement de délai de la détention préventive conformement aux dispositions des articles mentionnés ci-dessus.

Suite à cette demande la chambre d'accusation a ordonné une mise en liberté sous caution qui n'est pas à mes moyens à plusieurs années de détention.

Face à cette grave violation des principes de libertés acquis en **1991**, nous avons adressé une correspondance au **Ministre de la Justice, des Droits de l'Homme, Garde de Sceaux** pour son implication en tant qu'institution de tutelle pour réguler l'administration judiciaire.

En réponse à cette correspondance le **Ministre** à instruit au **Procureur General** près **la Cour d'Appel de Bamako** de prendre les dispositions pour faire appliquer le code de procédure pénale dans mon cas précis.

Face à cette instruction du **Ministre de la Justice, des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, le Procureur General** près **la Cour d'Appel de Bamako** dans son réquisitoire à la **chambre d'accusation** a requis ma mise en liberté d'office et sans condition comme le prévoit le code de procédure pénale relatif au délai de la détention préventive.

La Chambre d'Accusation à travers son **arrêt N-001 du 03 Janvier 2023** a une fois de plus cette énième demande de mise en liberté conformément au réquisitoire du **Procureur General** près **la Cour d'Appel de Bamako**.

A cet effet j'ai fait un **acte de pourvoi le 04 Janvier 2023** pour toujours trouver une solution judiciaire à mon cas devant la cour suprême et depuis cette date suite n'a pas été donné à cet pourvoi.

Le 23 Avril l'Avocat General me notifia l'ordonnance de clôture de l'information au

niveau de la chambre d'accusation de la **Cour d'Appel de Bamako**.

La Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Bamako statuant sur ma demande de mise en liberté le **06 Juin 2023**, la rejette sans tenir compte du dépassement de délai de la détention préventive et renvoi le dossier devant la **Cour d'assises de Bamako**.

Son Excellence, Mr le Président j'ai beau faire confiance à la justice, mon avocat et moi avons épuisé tous les recours juridiques disponibles pour me permettre de bénéficier de ma mise en liberté. Je peux dire au-delà de l'arbitraire je vis une séquestration psychique.

A en croire aux propos de la partie civile (**SODIMA SARL**) par l'entremise de son PDG que l'argent pèse sur toutes les décisions de justice et qu'il usera de son argent jusqu'au dernier centime pour je sois maintenu, je pense qu'il a eu raison de dire cela car je suis toujours incarcéré sans une base légale.

Nous avons salué tous le parachèvement de la lutte du peuple malien qui était assoiffé de justice et nous ne doutons jamais de votre volonté affichée d'assainir l'administration de la justice au Mali afin de rendre le peuple son honneur et son intégrité qui ont été mis à nu par les violations flagrante des droits de l'homme en particulier ceux des détenus.

C'est encore une des raisons qui depuis au fond de ma cellule, nous avons salué la **révision constitutionnelle** à travers le scrutin référendaire qui s'est tenu le **18 juin 2023**, car nous nous reconnaissons dans cette nouvelle constitution qui a pris en compte beaucoup de nos préoccupations notamment dans le secteur de la justice.

Je sollicite votre intervention, **Son Excellence Mr le Président**, afin de rétablir la justice et de m'offrir une chance équitable de recouvrer ma liberté. Je vous demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour que mon cas soit réexaminé de manière objective et que la vérité éclate.

Ma famille et mes proches souffrent également de cette situation injuste. Ils sont accablés par la douleur et l'angoisse de me voir incarcéré sans raison valable. Leur vie est bouleversée et ils sont privés de mon soutien et de ma présence.

Je sais que vous êtes conscient des responsabilités qui incombent à votre fonction et de l'importance de garantir les droits fondamentaux de tous les citoyens. Je vous demande humblement de faire preuve de clémence, de compassion et de justice en ordonnant ma libération immédiate et en veillant à ce que la vérité prévale.

Son Excellence, Mr le Président, je vous adresse ce cri du cœur dans l'espoir d'obtenir justice et de retrouver ma liberté. Je compte sur votre bienveillance et sur votre détermination à faire respecter les principes de justice et de droits de l'homme qui sont au cœur de notre société.

Veuillez agréer, l'expression de ma profonde détresse et de ma confiance en votre action.

Respectueusement,

Ampliations :

- Assemblée Nationale du Mali
- Primature du Mali
- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux
- Direction Nationale de l'Administration Judiciaire et du Sceaux
- Cour Suprême du Mali
- Tous Syndicats de la magistrature
- Barreau du Mali
- Haut Conseil Islamique du Mali
- Commission Nationale des Droits de l'Homme du Mali
- Association Malienne des Droits de l'Homme
- Amnesty International Mali
- Avocats Sans Frontière Mali
- Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
- Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
- Fédération International des Droits de l'Homme
- Quotidien l'Essor
- Quotidien l'Indépendant.



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Retrait de la MINUSMA : Le PARENA prône le dialogue

Le Parti pour la renaissance nationale (PARENA), dirigé par l'ancien Chef de la diplomatie malienne Tiébilé Dramé, a publié un communiqué le samedi 24 juin 2023 concernant le retrait de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA). Le PARENA encourage les autorités transitoires à poursuivre un dialogue constructif avec le Secrétaire Général et le Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour trouver les compromis nécessaires en vue du renouvellement du mandat de la MINUSMA.

Dans son plaidoyer, le PARENA exhorte les autorités de la transition à dialoguer avec Antonio Guterres, le Secrétaire Général de l'ONU, concernant le retrait exigé de la MINUSMA. Pour le PARENA, le Mali, qui a bénéficié de la solidarité de l'Afrique et du monde depuis le début de la crise multidimensionnelle en 2012, «devrait éviter de s'isoler en coupant le Mali des pays frères dont la sollicitude à l'égard du pays ne s'est jamais démentie.»

Le parti attire également l'attention sur deux réalités du pays : les militaires originaires des pays d'Afrique représentent 55% des 11 676 soldats déployés sous le drapeau de l'ONU,

et les policiers africains constituent 62% des 1 588 membres de «UN Police» au Mali. De plus, la plupart des 306 casques bleus et des fonctionnaires civils des Nations-Unies morts au Mali et pour le Mali sont originaires du Tchad (79 morts), de la Guinée (26 morts), du Togo (26 morts), du Burkina-Faso (25 morts), du Niger (25 morts), d'Égypte (17 morts) et du Sénégal (16 morts).

Le PARENA rappelle également que les charges des 13 264 militaires et policiers, des 1 613 fonctionnaires civils (nationaux et internationaux) et des 179 Volontaires des Nations-Unies (VNU) sont intégralement assurées par les Nations-Unies.

Le parti de Tiébilé Dramé souligne que la MINUSMA est au cœur des mécanismes de cessez-le-feu depuis l'Accord préliminaire de Ouagadougou de juin 2013 et de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, c'est-à-dire l'Accord d'Alger signé en juin 2015. Ainsi, selon le PARENA, «le retrait brusque risque d'entraîner des conséquences sécuritaires inattendues, notamment dans les régions du pays où sont implantées les 12 emprises des casques bleus.» Le parti prévient également que «les conséquences humanitaires d'un départ précipité sont aus-



si à craindre. La MINUSMA apporte, en effet, un soutien logistique et sécuritaire à la réalisation des programmes d'assistance humanitaire des agences et des ONG. «Un retrait soudain des casques bleus perturberait sans aucun doute l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations nécessiteuses. Selon le PARENA, toutes les réalités doivent être prises en compte dans le cadre du dialogue en vue du renouvellement du mandat de la mission de l'ONU. Les griefs du Mali peuvent et doivent faire l'objet d'échanges et de discussions jusqu'à ce que des compromis nécessaires soient atteints pour maintenir une présence onusienne ayant pour objectifs la stabilisation, la protection des civils, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, le soutien à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et le soutien au retour à la légalité constitutionnelle. Enfin, le Parti pour la renaissance nationale a indiqué dans le même communiqué que près d'un millier de projets à impact rapide, d'une valeur totale de 24 milliards de francs CFA, ont été réalisés et directement financés par la MINUSMA pour soulager les difficultés quotidiennes des populations civiles dans plusieurs contrées du pays.

**Lire en encadré le communiqué
du PARENA**

Siguéta Salimata DEMBELE



Communiqué du PARENA sur le départ annoncé de la MINUSMA

Le parti pour la renaissance nationale (PARENA) encourage les autorités transitoires à poursuivre un dialogue constructif avec le secrétaire général et le conseil de sécurité des nations-unies pour trouver les compromis nécessaires en vue du renouvellement du mandat de la MINUSMA.

Le PARENA attire l'attention des autorités de transition et de l'opinion publique nationale sur les réalités suivantes :

- les militaires originaires des pays d'Afrique représentent 55% des 11 676 soldats déployés sous le drapeau de l'ONU;
- les policiers africains constituent 62% des 1 588 membres de "UN Police" au Mali.

Par ailleurs, la plupart des 306 casques bleus et des fonctionnaires civils des Nations-Unies morts au Mali et pour le Mali sont originaires du Tchad (79 morts), de la Guinée (26 morts), du Togo (26 morts) du Burkina-Faso (25 morts), du Niger (25 morts), d'Égypte (17 morts) et du Sénégal (16 morts).

Le Mali qui a tant bénéficié de la solidarité de l'Afrique et du monde depuis les débuts de la crise multidimensionnelle en 2012 devrait se garder de s'engager dans la voie d'un isolement croissant en nous coupant des pays frères dont la sollicitude à notre égard ne s'est jamais démentie.

En s'inclinant devant le sacrifice de nos FAMa tombés sur le champ d'honneur depuis plus dix ans, le PARENA salue la mémoire de leurs frères d'armes non Maliens qui ont versé leur sang pour que le Mali reste libre et debout !

Les Maliens voueront une reconnaissance

éternelle aux héros morts pour notre pays, aux nombreux blessés, à leurs familles, aux gouvernements et aux peuples de leurs pays.

Il n'est pas inutile de rappeler que les charges des 13 264 militaires et policiers, des 1 613 fonctionnaires civils (nationaux et internationaux) et des 179 Volontaires des Nations-Unies (VNU) sont intégralement assurées par les Nations-Unies.

Le PARENA souligne, par ailleurs, que la MINUSMA est au cœur des mécanismes de cessez-le-feu depuis l'Accord préliminaire de Ouagadougou (juin 2013) et de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale (Accord d'Alger, mai-juin 2015). Son retrait brusque risque d'entraîner des conséquences sécuritaires inattendues notamment dans les régions du pays où sont implantées les 12 emprises des casques bleus.

Les conséquences humanitaires d'un départ précipité sont aussi à craindre. La MINUSMA apporte, en effet, un soutien logistique et sécuritaire à la réalisation des programmes d'assistance humanitaire des agences et des ONG. Un retrait brusque des casques bleus perturberait, sans doute, l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations nécessiteuses.

En outre, en dix ans, près d'un millier de projets à impact rapide (réhabilitation et construction de ponts, de centres de

santé, d'écoles et de points d'eau) d'une valeur totale de 24 milliards de francs CFA ont été réalisés et directement financés par la MINUSMA pour soulager les difficultés quotidiennes des populations civiles dans plusieurs contrées du pays.

Toutes ces réalités devraient être prises en compte dans le cadre du dialogue en vue du renouvellement du mandat de la mission de l'ONU.

Les griefs du Mali peuvent et doivent faire l'objet d'échanges et de discussions jusqu'à l'atteinte des compromis nécessaires en vue du maintien d'une présence onusienne ayant comme objectifs : la stabilisation, la protection des civils, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, le soutien à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et le soutien au retour à la légalité constitutionnelle.

Bamako, le 24 juin 2023

Le Comité Directeur du PARENA

Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Oulofobougou Bolibana, Tél (+223) 66 78 90 64 /BPE 2235 Bamako – Mali/ Site : www.parena.org.ml/ e-mail : parena2012@yahoo.fr

Dr. Moussa Coulibaly sur le referendum : «L'enthousiasme malgré les nombreux défis»

A entendre le sociologue Dr Moussa Coulibaly, le départ des forces françaises du Mali, le divorce avec la France, l'intensification de la coopération avec la Russie, la montée en puissance de l'armée sont des événements qui ont psychologiquement préparé les Maliens au soutien massif apporté à la transition lors de ce scrutin. Pour lui, ce sont ces différents facteurs qui ont motivé en général les maliens à se prononcer majoritairement pour le oui.



Environ 8, 4 millions de Maliens étaient appelés à se prononcer sur le projet de nouvelle constitution, le dimanche 18 juin 2023. Le vote a mobilisé les populations des grandes villes même s'il y a eu des difficultés dans la partie septentrionale du pays. Le référendum soumis au vote ce 18 juin s'est déroulé dans un contexte différent de celui de 1992.

En 1992, le pays se remettait des séquelles d'un pouvoir liberticide et autocratique et l'enjeu de cette élection référendaire était de doter le pays d'institutions démocratiques permettant de favoriser les libertés individuelles. Toutefois, selon Dr. Coulibaly, celle de 2023 remet au goût du jour la question de l'indépendance totale du pays et le droit de choisir ses partenaires à l'échelle internationale, d'où l'idée du 14 janvier 2023, journée consacrée à la souveraineté retrouvée. Il estime que les Maliens étaient psychologiquement préparés pour le soutien massif apporté à la transition lors de ce scrutin.

Il atteste qu'une grande majorité de Maliens n'ont pas une largesse de vue sur son contenu, mais la fibre patriotique semble avoir pris le dessus sur le contenu des changements prévus dans la nouvelle constitution et leurs enjeux.

Au stade du 26 mars, le vendredi 16 juin, l'accueil réservé au président de la transition était, à ses yeux, assimilable à celui d'un candidat en campagne devant des électeurs d'avance acquis à sa cause. C'est pourquoi, témoigne-t-il, ce référendum a des allures de teste. Un test pour une opposition politique en mal d'inspiration, qui sait que les militants et les électeurs ne suivront pas les mots d'ordre du parti si c'est pour se prononcer pour un non.

Cependant, notre sociologue reste convaincu qu'une des grandes particularités de ce vote référendaire est la décision des autorités religieuses qui ont décidé majoritairement de faire la promotion de la laïcité déjà consignée et soutenue par elles en 1992. Elles ont

décidé de supporter la laïcité, levier du vivre ensemble dans un pays qui a brillé depuis des temps immémoriaux par l'acceptation des différences et la culture de la paix et de la tolérance. A défaut d'avoir affronté les velléités djihadistes, elles semblent avoir lancé un message à Kouffra, Lyad et autres parrains du djihadisme comme pour leur dire que le Mali reste fidèle à sa vocation originelle, c'est à dire la pratique d'un islam tolérant. « Si ce vote pour le oui est l'expression d'une adhésion de la grande majorité des Maliens aux nouvelles orientations de la politique des autorités de transition, il faut souligner que des efforts doivent être faits pour nourrir l'espoir », a-t-il soutenu.

Il souligne que, le contexte géopolitique reste toujours un caillou dans la chaussure des autorités de la transition. Au plan international, l'Onu se prépare pour un bras de fer pour le maintien de la Minusma au Mali, conformément à la volonté affichée par son Secrétaire général et au plan sous régional par la position de la Cedeao qui se réunira en Guinée-Bissau pour un sommet dont l'ordre du jour principal est le retour à l'ordre constitutionnel au Mali, au Burkina Faso et en Guinée Conakry.

A cet effet, Dr. Coulibaly, prévient que pour l'heure, les autorités de la transition doivent rapidement faire face à des situations pouvant occasionner des troubles sociaux comme celles de l'école, de la question de l'électricité ou celle de la demande sociale.

Ibrahima Ndiaye
Source : Mali Tribune

Contentieux du droit communautaire africain : Le juge national et le contentieux des normes communautaires de l'UEMOA »

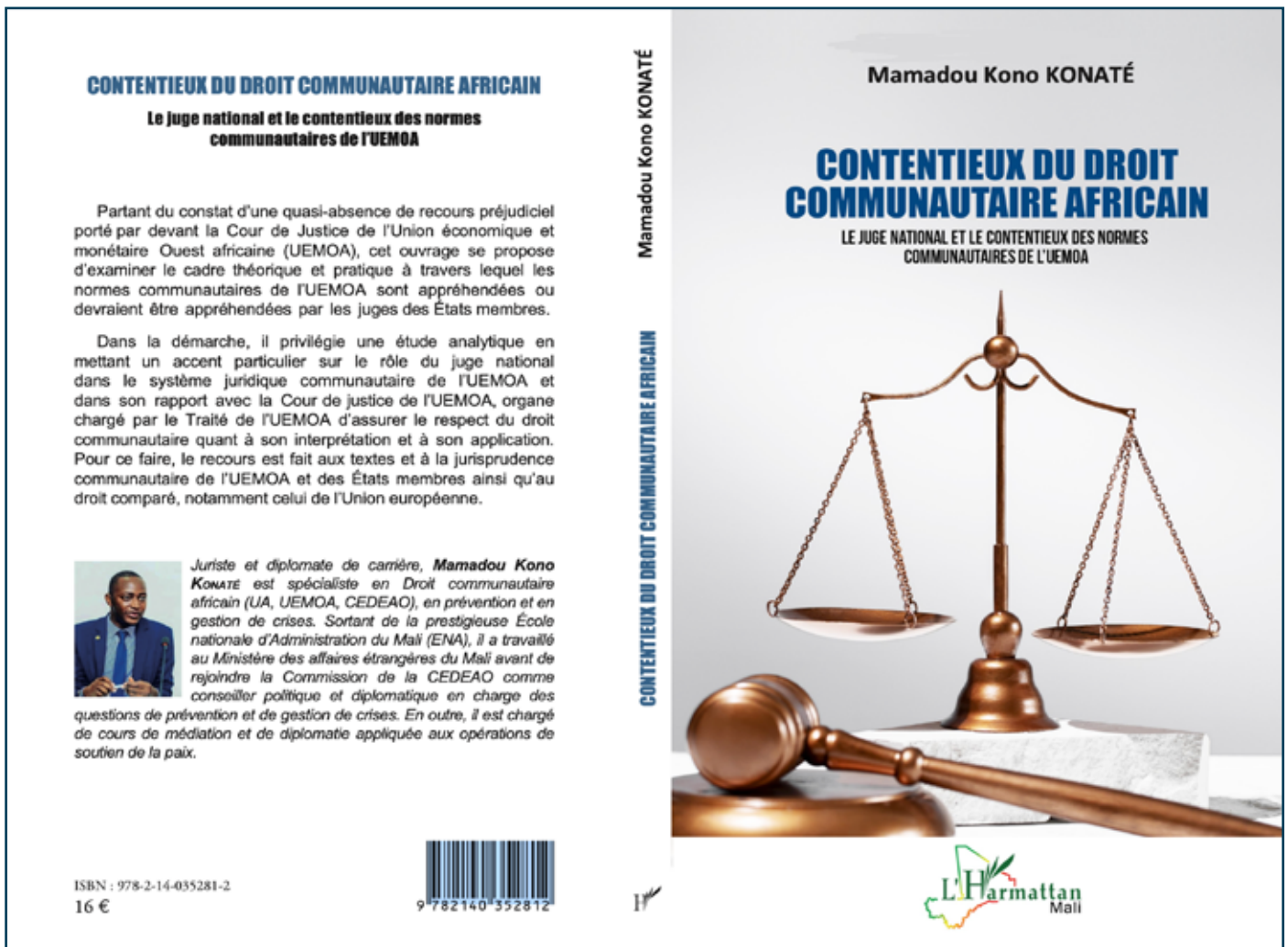
Le 08 juin 2023, est paru chez l'Harmattan un livre intitulé « CONTENTIEUX DU DROIT COMMUNAUTAIRE AFRICAIN : Le juge national et le contentieux des normes communautaires de l'UEMOA » de Monsieur Mamadou KONO KONATE, jeune diplomate et

juriste du Mali.

Dans ce livre, il essaie, en partant du constat d'une quasi-absence de recours préjudiciel porté par devant la Cour de Justice de l'Union économique et monétaire Ouest africaine



(Ouagadougou), d'examiner le cadre théorique et pratique à travers lequel les normes communautaires de l'UEMOA sont appréhendées ou devraient être appréhendées par les juges des États membres.



Il s'agit d'une étude analytique qui met un accent particulier sur le rôle du juge national dans le système juridique communautaire de l'UEMOA et dans son rapport avec la Cour de justice de l'UEMOA, organe chargé par le Traité de l'UEMOA d'assurer le respect du droit communautaire quant à son interprétation et à son application.

Pour étayer sa position, il fait recours aux textes et à la jurisprudence communautaires de l'UEMOA et des États membres ainsi qu'au droit comparé, notamment celui de l'Union européenne.

Juriste et diplomate de carrière, Mamadou Kono KONATÉ est spécialiste en Droit communautaire africain, en prévention et en gestion de crises. Sortant de la prestigieuse École nationale d'Administration du Mali (ENA), il a travaillé au Ministère des affaires étrangères du Mali avant de rejoindre la Commission de la CEDEAO comme conseiller politique et diplomatique en charge des questions de prévention et de gestion de crises. En outre, il est chargé de cours de médiation et de diplomatie appliquée aux opérations de soutien de la paix, notamment à l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE de Bamako.

<https://www.editions-harmattan.fr/livre-contentieux-du-droit-communautaire-africain-le-juge-national-et-le-contentieux-des-normes-communautaires-de-l'uemoa-mamadou-kono-konate-9782140352812-77234.html>

Le livre est déjà disponible dans les librairies en ligne (voir le lien ci-dessous) et serait disponible bientôt à Bamako à la librairie l'Harmattan du Mali (Immeuble Jean Marie CISSE, Hamdallaye ACI 2000, près le siège du BMS) et à la Librairie Ba au Grand Hôtel de Bamako.

La fête de Tabaski : Un défi pour les tailleurs maliens



Dans quelques jours, la communauté musulmane célébrera la fête de Tabaski au Mali. Comme chaque année, les tailleurs sont au cœur de cette célébration. Ils reçoivent des commandes d'habits depuis un ou deux mois avant la fête et travaillent jour et nuit pour livrer à temps les commandes des clients. Cependant, ces derniers jours, les tailleurs de la capitale rencontrent des coupures intempestives d'électricité, ce qui retarde leur travail et les empêche d'honorer leurs engagements envers les clients.

La couture est la profession la plus sollicitée pour la fête de Tabaski au Mali, mais les tailleurs rencontrent actuellement d'énormes difficultés en raison des coupures incessantes d'électricité. Mohamed Coulibaly, tailleur à Djicroni Para, est particulièrement inquiet

face à cette situation. Il déplore que les coupures d'électricité répétitives retardent le travail et créent des tensions entre les clients et les tailleurs. Il ajoute que ces coupures peuvent durer au minimum deux heures avant que l'électricité ne se rétablisse, ce qui l'empêche de coudre beaucoup d'habits. Il affirme que les tailleurs ne connaissent pas les vraies raisons de ces coupures, mais que cela les met constamment dans des problèmes.

Pour résoudre ce problème, les couturiers lancent un appel vibrant aux autorités compétentes pour qu'elles prennent des mesures afin de préserver leur travail et de garantir la satisfaction des clients à quelques jours de la date butoir.

Siguéta Salimata DEMBELE

Rébellion en Russie : Alexandre Loukachenko, le sauveur !

Les troupes de Wagner ont quitté Rostov et Evgueni Prigojine va partir pour la Biélorussie, selon le Kremlin. C'est la bonne nouvelle qui est sortie des négociations entamées par le président biélorusse. Les paramilitaires ont regagné leurs casernes. Le chef du groupe paramilitaire a appelé samedi soir ses troupes à stopper leur marche vers Moscou, dans une volte-face spectaculaire après avoir défié l'autorité de Moscou pendant vingt-quatre heures. Le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, a joué le rôle de médiateur. Cela a permis aux combattants de Wagner de quitter Rostov, selon le gouverneur régional.

Ce qu'il faut retenir de la journée de rébellion menée par le groupe paramilitaire Wagner :

Les forces du groupe paramilitaire Wagner ont commencé samedi à quitter leurs positions en Russie sur ordre de leur chef, qui a fait volte-face après avoir frontalement défié l'autorité de Vladimir Poutine, tandis que Kiev a revendiqué des avancées à l'est de son territoire. Evgueni Prigojine a annoncé que ses hommes «rentrent» dans leurs camps pour éviter que le «sang russe» ne coule, après avoir lancé vendredi soir un coup de force

inédit contre le Kremlin pour, selon lui, «libérer le peuple russe». Sa décision est intervenue à la suite de négociations avec le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, que Vladimir Poutine a remercié pour «le travail accompli».

Un accord a également été convenu entre la présidence russe et Evgueni Prigojine, a affirmé dans la soirée le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Le chef de Wagner va ainsi partir pour la Biélorussie et les poursuites contre lui vont être abandonnées. Quant aux combattants qui l'ont suivi, «personne ne (les) persécutera, compte tenu de leurs mérites au front» ukrainien, a précisé M. Peskov.

Les troupes de Wagner avaient été aperçues à moins de 400 kilomètres de la capitale après avoir notamment revendiqué la prise du quartier général de l'armée russe à Rostov (ouest), centre névralgique des opérations





en Ukraine. Dans sa dernière déclaration, le chef du groupe disait s'être approché à près de 200 kilomètres de Moscou.

Certaines mesures de sécurité exceptionnelles, prises en Russie face à l'avancée de Wagner, ont commencé à être levées, notamment dans la région de Lipetsk, au sud de Moscou, où des paramilitaires avaient pénétré. « Dans un avenir proche, nous rouvrirons l'accès aux routes de la région », a fait savoir le gouverneur régional Igor Artamonov. Le maire de Moscou a appelé les habitants à limiter leurs déplacements en ville, qualifiant la situation de « difficile », et a décrété lundi jour chômé. Cependant, du côté de l'Ukraine, cette journée de rébellion n'affectera « en aucun cas » l'offensive russe, a clamé la présidence russe. Le ministre des affaires étrangères russe promet que « tous les objectifs de l'opération militaire spéciale [en Ukraine] seront atteints ».

L'armée ukrainienne a revendiqué « des avancées dans toutes les directions » sur le front est, où elle affirme avoir lancé de nouvelles

offensives. Son commandant en chef, Valeri Zaloujny, a assuré au chef d'état-major américain que la contre-offensive ukrainienne « se déroule conformément aux plans », selon un communiqué.

Lors de consultations lancées à la hâte, le président des États-Unis, Joe Biden, s'est entretenu par téléphone de la situation en Russie avec ses homologues français Emmanuel Macron, allemand Olaf Scholz et britannique Rishi Sunak, selon la Maison Blanche. Les quatre dirigeants ont « affirmé leur soutien inébranlable à l'Ukraine », mais se sont gardés de commenter directement la rébellion armée du chef du groupe paramilitaire Wagner, Evgueni Prigojine.

À la suite de l'accord entre le Kremlin et Wagner, après une journée d'insurrection armée qui a ébranlé le pouvoir russe, « Prigojine a humilié Poutine / l'État et a montré qu'il n'y a plus de monopole de la violence » légitime en Russie, a raillé Mykhaïlo Podoliak sur Twitter.

Le chef du groupe Wagner, Evgueni Prigojine, qui a mené une tentative de rébellion armée en Russie, va partir en Biélorussie, a annoncé le Kremlin. La justice russe ne prévoit pas de poursuivre pénalement l'homme et les combattants qui l'ont suivi. « L'affaire pénale sera abandonnée contre lui. Lui-même ira en Biélorussie », a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, au sujet de M. Prigojine. « Personne ne persécutera [les combattants], compte tenu de leurs mérites sur le front [en Ukraine] », a-t-il ajouté.

Dans le but d'« éviter un bain de sang », un accord a été convenu entre la présidence russe et Evgueni Prigojine, a affirmé dans la soirée M. Peskov. Sa déclaration intervient après que le chef du Groupe Wagner a ordonné à ses hommes qui marchaient vers Moscou de faire demi-tour et de retourner dans leurs camps à la suite de négociations avec le président biélorusse, Alexandre Loukachenko.

■ Binadjan Dombia

Russie : Comment le “cuisinier de Poutine” est devenu un défi à son autorité

Un peu plus de 24h après le début de leur rébellion, les troupes du groupe paramilitaire wagner en route pour Moscou rentrent à leur base samedi 24 juin sur l'ordre de leur chef Evguéni Prigojine, après un accord conclu avec le Kremlin par la médiation du Belarus.

Dans un discours, le président russe Vladimir Poutine avait juré de punir les “traîtres” parlant même de “coup de poignard dans le dos”. Réputé proche du président russe, Evguéni Prigojine a rompu avec celui-ci en défiant son pouvoir. Récit d'une trajectoire.

Appelé “Cuisinier de Poutine”, Evguéni Prigojine reste un homme mystérieux. Passé du statut de restaurateur à celui de traiteur du Kremlin, puis à chef de la milice militaire Wagner à la tête d'un empire économique, celui qui était dans l'ombre de Poutine le défie aujourd'hui.

Dès vendredi 23 juin au soir, Evguéni Prigojine a franchi un cap et se retourne contre celui qui lui a permis d'agir, Vladimir Poutine. Il accuse l'armée russe d'avoir mené des frappes meurtrières sur des camps de ses combattants et appelle à se soulever contre le commandement militaire russe. Il promet de “libérer le peuple russe”. Les troupes de Wagner se dirigent vers Moscou. De Rostov-sur-le-Don en passant par Lipetsk jusqu'à quelques centaines de kilomètres de la capitale russe, elles se rapprochent dangereusement du centre du pouvoir.

Vingt-quatre heures plus tard, après un accord conclu avec le Kremlin avec la médiation du président biélorusse Alexandre Loukachenko, Prigojine annonce finalement que ses hommes rentrent dans leurs camps pour éviter un “bain de sang russe”.



Les poursuites pénales contre Evguéni Prigojine seront abandonnées et aucun des combattants du groupe Wagner, qui joue un rôle clé aux côtés de l'armée russe en Ukraine, ne sera poursuivi alors que le président Poutine avait juré de punir les “traîtres” parlant même de “coup de poignard dans le dos”.

ORIGINES DE WAGNER

C'est en 2014, alors que la Russie décide d'annexer la Crimée, qu'intervient pour la première fois le groupe Wagner. Le nom d'Evguéni Prigojine circule déjà mais peu d'informations sur cet homme étaient alors vérifiables. On suppose qu'il est à la tête de cette milice mais aussi de l'Internet Re-

search Agency (IRA), véritable agence de propagande et de désinformation en ligne. Les actions liées de ces deux entités (opérations militaires et opérations psychologiques) sont au service du Kremlin. L'IRA est suspectée notamment d'avoir mené des campagnes en ligne destinées à défendre les intérêts du Kremlin, à dénigrer les opposants russes, critiquer la présence française en Afrique, ou créer des tensions autour du Brexit, ou des élections américaines.

C'est néanmoins l'ancien lieutenant-colonel russe, Dmitri Outkine qui est considéré comme le fondateur de Wagner. Sa réputation d'admirateur du régime nazi d'Adolf Hitler laisse à penser que des membres de sa milice puissent partager la même idéologie.

En 2016, Il est décoré de l'ordre du Courage par Vladimir Poutine et apparaît sur des photos aux côtés du Président.

Alors que les sociétés militaires privées sont interdites en Russie, le groupe Wagner prospère tout de même. D'ailleurs, Washington affirme que Wagner est sous contrôle du ministère russe de la Défense, ce que nie Moscou.

Prigojine est à la tête de nombreuses sociétés qui bénéficient de contrats auprès du ministère de la Défense. Désinformation en ligne, actions militaires mais aussi exploitation minière, l'empire de Prigojine ne cesse de croître, comme en Syrie, ou la société Evro Polis a signé plusieurs contrats avec les autorités syriennes d'Al Assad, notamment sur les actions militaires et l'exploitation de gaz et de pétrole.

Wagner défend les intérêts de la Russie à l'étranger, comme en Syrie, mais aussi en Libye, en Centrafrique ou plus récemment au Mali. Pour certains observateurs, l'agence de renseignement militaire russe, le GRU financerait secrètement les activités de Wagner.

DE CUISINIER À CHEF DE GUERRE

Evguén Prigojine est natif comme Vladimir Poutine de Saint-Pétersbourg. Il passe neuf ans en détention à l'époque soviétique pour des délits de droit commun : cambriolage, proxénétisme ou encore violences.

Il sort en 1990, alors que l'URSS est en train de s'effondrer, et monte une affaire à succès de vente de hot-dogs.

Il prospère et va jusqu'à ouvrir un restaurant de luxe qui devient l'un des plus courus de Saint-Pétersbourg, où Vladimir Poutine connaît en parallèle sa propre ascension politique.

Après l'accession en 2000 de Vladimir Poutine à la présidence, son groupe de restauration

officie au Kremlin, ce qui lui vaut le surnom de "cuisinier de Poutine" et la réputation d'être devenu milliardaire grâce aux contrats publics, que ce soit dans la restauration des écoles russes ou de l'armée de Moscou.

C'est cet argent qu'il aurait donc utilisé pour fonder Wagner, armée privée d'abord composée de vétérans endurcis de l'armée et des services spéciaux russes, mais aussi quelques unes de ses sociétés, comme l'IRA, considérée comme une "ferme à trolls".

PRIGOJINE SE DÉVOILE PUBLIQUEMENT

C'est en septembre 2022, soit plus de six mois après l'invasion de l'Ukraine par la Russie que Prigojine déclare publiquement qu'il est le représentant du groupe Wagner. Jusque là, il avait toujours nié ses liens avec le groupe et son existence restait secrète, comme les activités de ses nombreuses sociétés. Dans une vidéo, il appelle alors aux prisonniers de s'engager à ses côtés, en échange d'une libération. Il reconnaît également avoir fondé la milice en 2014 lors d'une interview.

C'est également en 2022 que le gouvernement russe a reconnu être à l'origine de cette formation, chose que la Russie avait toujours nié. Wagner dépendrait donc directement du ministère de la Défense russe, et de ses installations militaires.

Selon John Kirby, porte parole de la Défense américaine, ce sont près de 50 000 hommes qui combattraient en Ukraine sous la bannière Wagner. Véritable "chair à canon" pour le Kremlin, ils n'apparaissent dans aucun registre officiel, ainsi leurs morts ne sont pas comptabilisées dans les pertes militaires dans cette guerre.

En mars 2023, le Monde révèle la fuite de plus d'un million de documents internes venant des serveurs de près de 400 sociétés (réelles ou fictives) appartenant à Prigojine. C'est Dossier Center, un groupe d'enquêteurs

financés par l'opposant russe Mikhaïl Khodorkovski qui en est à l'origine. L'enquête dévoile l'incroyable nébuleuse autour de l'ancien cuisinier, des employés interchangeables triés sur le volet, des sociétés toutes liées entre elles.

TENSIONS AVEC L'ARMÉE RUSSE

Mais alors que l'invasion russe en Ukraine est à l'arrêt depuis plusieurs mois, le patron de Wagner exprime et met en scène son opposition grandissante au commandement en chef de l'armée russe dans sa gestion du conflit. En février déjà, Evgueni Prigojine accuse l'état-major russe de "trahison", en refusant, selon lui, de fournir du matériel et de l'appui militaire aérien à ses hommes en première ligne dans l'est de l'Ukraine.

L'ancien cuisinier multiplie les provocations et les attaques envers l'état-major, visant quasi directement le chef d'état-major Valeri Guerassimov et le ministre de la Défense Sergueï Choïgou, deux représentants importants du pouvoir de Vladimir Poutine.

Le 9 mai dernier, "Jour de la Victoire" sur l'Allemagne nazie en 1945 en Russie, alors que Vladimir Poutine assistait à un défilé militaire à Moscou, Evgueni Prigojine, lui s'exprimait en vidéo pour critiquer encore une fois le commandement de l'armée russe, en accusant les soldats de fuir Bakhmout, en pleine bataille, et le commandement de ne pas être capable de défendre le pays. Cette fois, c'était directement Vladimir Poutine qui était visé, sans pour autant le nommer, une première pour le chef de Wagner.

Les tensions grandissent entre Wagner et l'armée qui s'accusent de collaboration secrète avec Kiev, d'attaques irrégulières. Une escalade qui prend un tout nouveau tournant avec les déclarations de Prigojine vendredi 23 juin, accusant l'armée russe d'avoir bombardé des camps militaires de sa milice.

Source : tv5monde

Exposition économique et commerciale sino-africaine : Rendez-vous à Changsha !



L'Exposition économique et commerciale sino-africaine fait partie des « Huit Initiatives » avancées par le président chinois Xi Jinping lors du sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine en 2018. Cette année, pour la troisième fois consécutive, la ville de Changsha, chef-lieu de la province du Hunan, accueille ce rendez-vous biennal entre la Chine et l'Afrique du 29 juin au 2 juillet. Véritable plate-forme de coopération économique, l'Exposition économique et commerciale sino-africaine a intégré l'innovation au cœur de son action, ce qui traduit son dynamisme au fil des années.

La présente édition, à travers certains aspects organisationnels, traduit l'envergure que prend l'événement. Déjà, l'aire d'exposition a connu une augmentation de près de 30 000 mètres carrés par rapport à l'édition précédente, pour passer à 100 000 mètres carrés. Ce sont 1 100 exposants, 8 000 acheteurs et visiteurs professionnels qui sont attendus dans le hall d'exposition. A terme, le nombre de visiteurs devrait dépasser la barre 100 000 personnes. A la date du 5 juin, 50 pays africains et huit organisations internationales étaient déjà inscrits pour leur participation. Pour ce qui est des partenariats qui seront noués, les organisateurs ont indiqué

que 145 projets de coopération seront signés ou négociés au cours de l'exposition, pour un montant estimé à plus de 10 milliards de dollars US. Autant de statistiques qui dénotent de la notoriété qu'a gagnée l'Exposition économique et commerciale sino-africaine en l'espace de quelques années.

La 3e édition veut également marquer un symbole fort dans les liens commerciaux entre la Chine et l'Afrique. A l'occasion, et ce pour la première fois, on publiera l'indice commercial sino-africain, afin de permettre aux entreprises aussi bien chinoises qu'africaines de faire une évaluation numérique et scientifique de la coopération économique et commerciale. Dans le même registre, le « Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines » sera publié. Toutes ces actions visent à faire de l'Exposition une plate-forme multidimensionnelle dans la dynamisation des liens économiques entre les deux parties.

Sur le plan thématique, plus d'une quarantaine d'activités seront organisées durant l'Exposition dans des domaines concernant, entre autres, les infrastructures vertes, la quarantaine douanière, la médecine et la santé, les produits agricoles et alimentaires,

l'industrie légère et le textile, les parcs industriels, les femmes et les jeunes, l'enseignement professionnel. Ce qui signifie que le rendez-vous de Changsha se présente aussi comme une tribune d'échanges et de partage sur les préoccupations communes et actuelles entre l'Afrique et la Chine. Il est question d'anticiper en mettant en avant une dynamique réflexive pour faire germer de nouveaux projets porteurs de prospérité pour tous.

Inutile de rappeler que les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique se consolident au fil des ans. Et une initiative comme l'Exposition économique et commerciale y a énormément contribué en servant de vitrine attrayante pour les produits commerciaux. Selon les données de la Commission nationale du développement et de la réforme, de janvier à novembre 2022, le volume des échanges commerciaux de la Chine avec les pays africains était de 1 715,5 milliards de yuan, soit une hausse de 15,3 % en glissement annuel. Les exportations s'élevant à 992,5 milliards de yuan, avec une hausse de 14,3 % en glissement annuel, et les importations, estimées à plus de 723 milliards de yuan, en hausse de 16,7 % en glissement annuel. La Chine, en optant pour l'exonération de taxes douanières pour bon nombre de produits africains entrant sur son territoire, entend élever les échanges commerciaux à un niveau plus satisfaisant. En plus d'être un cadre de promotion des produits sino-africains, l'Exposition économique et commerciale, vu les thématiques qui seront développées au cours de cette édition, servira aussi de laboratoire de nouvelles idées pour des perspectives prometteuses.

Source : français.cgtn.com

Transfert : L'UEFA agacée d'être dépouillée par l'Arabie saoudite

Les fortes récentes convoitises de l'Arabie Saoudite pour les joueurs évoluant en Europe semble agacer l'UEFA. Rouge de colère, le président de l'instance européenne a posé un tacle dur contre la politique saoudienne qu'il a qualifiée de « chimère » à demi-mot. En face, la réplique des Saoudiens, par l'intermédiaire de leur Confédération, n'a pas tardé.

« Je pense que l'Arabie saoudite est en train de faire une erreur pour le football national. Elle reproduit les erreurs de la Chine en recrutant des joueurs en fin de carrière. Nous n'avons pas perdu Cristiano Ronaldo, Lionel Messi ou Karim Benzema. Ils jouent toujours. Mais ils sont en fin de carrière. À cette étape de leur carrière, plusieurs joueurs vont dans des clubs pour gagner de l'argent. Mais tout n'est pas question d'argent. Les meilleurs joueurs veulent gagner les meilleures compétitions, et les meilleures compétitions sont en Europe. Pouvez-vous me citer un top joueur parti en Arabie saoudite au sommet de sa forme ou au début de sa carrière ? », a déclaré le président de l'UEFA. Des propos qui ne sont pas restés longtemps sans réponse. Président de la commission marketing de la Confédération asiatique de football, Hafez Al-Medlej a sè-

chement répondu à Ceferin, dans des propos relayés par Record repris par Footmercato « Ce discours est faux (sur les joueurs en fin de carrière). Nous n'engageons pas de joueurs en fin de carrière. Al Hilal va engager Rúben Neves, qui a 26 ans et qui était courtisé par Barcelone. Benzema est arrivé à Al-Ittihad, après avoir remporté le Ballon d'Or au Real Madrid. Nous n'en sommes qu'au début. Mais tous les joueurs transférables seront désormais la cible des clubs saoudiens. L'expérience en Chine n'a rien à voir avec nous, c'est du pur marketing. Le football n'y est pas populaire. En Arabie, nous avons un projet d'État et nous ne nous limiterons pas aux quatre grandes équipes, mais à toutes. Car la passion saoudienne pour le football n'a pas de limites. »

Remonté contre Ceferin, Al-Medlej assure

même que la Ligue des Champions va payer les conséquences de la politique ambitieuse de l'Arabie saoudite. « La Ligue des Champions est le joyau de la couronne de tous les championnats européens et ce tournoi repose sur deux éléments : les clubs, qui sont des entités géantes, et les joueurs. Le départ des grandes stars européennes sera un coup dur pour les champions et le tournoi perdra beaucoup de sa valeur. Regardez LaLiga, elle a beaucoup perdu avec le départ de Ronaldo à la Juventus. Et elle a perdu encore plus avec le départ de Messi au PSG. Le départ des stars européennes aura un impact sur les contrats de sponsoring et de télévision. » Sûr de son fait, le représentant de l'AFC confirme que Bernardo Silva, récent champion d'Europe avec Manchester City, est bien un objectif des Saoudiens et annonce que l'État pétrolier compte également recruter à court terme un certain Mohamed Salah ! « Messi est le meilleur footballeur du moment et sa signature aurait eu une grande valeur. Mais nous n'allons pas le compenser par un remplaçant. Nous espérons que Bernardo Silva, de Manchester City, arrivera. Nous devrions également commencer à travailler sur la signature de Mohamed Salah, qui jouit d'une grande popularité dans le monde arabe et en Europe. »

Alassane, avec Footmercato
Source : Mali Tribune





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos projets se préciseront considérablement, ce qui vous permettra de concentrer vos énergies là où vous pourrez donner le meilleur de vous. Certes, la route ne sera pas complètement dégagée, mais les défis seront là pour prouver ce que vous valez.

Entre des rentrées d'argent irrégulières et des frais fixes à assumer, vous aurez l'impression d'être en mauvais équilibre sur une corde au-dessus du sol. Si on vous doit de l'argent, il faudra être tenace, car vous aurez affaire à un débiteur récalcitrant.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Rendez-vous annulé, points de vue divergents ou problèmes d'organisation, voilà ce qui vous guettera. Notez que vos relations hiérarchiques pourraient se compliquer à cause d'informations déformées ou qui circuleront difficilement d'un poste à l'autre.

Jupiter bien positionné dans votre secteur argent vous facilitera la vie et vous permettra des dépenses, à condition de ne pas abuser de votre carte bleue. Mais à priori, vous aurez suffisamment la tête sur les épaules pour bien gérer votre budget.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les collègues ne semblent guère vous aider, au contraire. Il est possible qu'on vous demande de finir une tâche sous un délai express. Le courage peut momentanément vous manquer dans cette journée difficile. Faites des pauses pour vous régénérer.

Vous devez rester prudent vis-à-vis de l'argent. Les frais sont encore élevés et ils peuvent faire fondre une partie de vos revenus. Vous prenez les choses avec humour. C'est la meilleure façon de voir ces concessions actuelles. La patience est recommandée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le Soleil vous fera entrer dans une période constructive. Vous aurez l'occasion de signer un avenant ou un contrat, avec l'assurance que les engagements pris le seront pour longtemps. Extrêmement prudent, vous n'accepterez jamais un travail non déclaré.

Vous ferez un double noeud aux cordons de la bourse que vous ne dénouerez que pour des dépenses utiles ou pour vous acquitter des charges de la vie courante, comme l'électricité, le loyer ou les impôts ! Vous resterez sur l'idée de demeurer économe...



Lion (22 juillet - 23 août)

Besogneux, vous irez jusqu'au bout de vos tâches sans lever le nez de vos dossiers. Sauf qu'un collègue vous dérangera, car il aura besoin de vos services. Vous vous souviendrez à temps qu'il sera champion pour que les autres bossent à sa place.

Parce que le calendrier affiche un vendredi 13, vous croirez à votre chance financière et vous serez tenté de jouer pour gagner le gros lot. Avec toutes ces planètes en Vierge, vous risquerez de vous leurrer, car les sous ne rentreront pas par ce biais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous voudrez jouer la carte de la discrétion, mais les planètes s'ingénieront à vous pousser sur le devant de la scène. Coaché par Uranus, vous vous mettrez au diapason de vos collègues, gagnerez la confiance de votre hiérarchie ou d'un nouvel employeur.

Vos finances ne feront pas trop de bruit, ce qui vous ira bien, car vous n'aurez pas trop la tête à vous en occuper. Tant que personne ne viendra vous réclamer de l'aide pour un achat, une somme d'argent à avancer, vous n'aborderez pas du tout le sujet.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous devriez retrouver confiance en vous pour avancer. Le poste actuel vous dévalorise et vous attendez une meilleure fonction. Un collègue peut vous apporter du réconfort et des contacts. Des étapes sont nécessaires pour éprouver la satisfaction.

Jouez encore la carte de la réserve. Vous pouvez comparer les prix, observez, mais évitez les achats impulsifs. Le climat est encore dépensier. Vous risquez de vouloir refaire votre garde-robe. L'envie de séduire entraîne des frais supérieurs à ceux estimés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Avec une structure professionnelle solide, vos projets se concrétiseront. A travers les effets positifs de la pleine Lune, vous aurez vraiment le vent en poupe et il faudra en profiter au maximum. Un vrai soldat aux yeux de votre direction !

Aujourd'hui, vous vivrez un vrai regain financier et les mauvaises surprises seront de plus en plus rares. Ami Scorpion, vous demanderez simplement à vivre de manière confortable et sans compter sans arrêt vos sous. Rien de plus et rien de moins !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond derrière vous, les planètes activeront votre réflexion, votre précision, votre efficacité. Et c'est exactement ce dont vous aurez besoin pour défendre vos idées, avancer sur vos dossiers et vous affirmer significativement dans vos fonctions.

L'argent risquera de vous filer entre les doigts sans même vous laisser le temps de prévoir le coup. Autant dire qu'entre les charges courantes et des dépenses imprévues, vous aurez besoin de tous vos talents de gestionnaire pour retomber sur vos pieds.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous le pouvez, vous prendrez plus vite la poudre d'escampette et lâcherez le bureau plus tôt. Pour les autres, vous mettez le turbo, avec le même état d'esprit de vouloir en finir rapidement et de profiter de cette fin de journée pour vous détendre.

Vous vous occuperez beaucoup de vos comptes, surtout pour savoir combien vous pourrez dépenser, sans vous mettre en danger. L'envie d'une escapade de quelques jours vous reprendra car vous aurez besoin de décompresser, avant que les jours raccourcissent.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'activité professionnelle connaît un moment de calme. Vous aimeriez évoluer vers un nouveau poste. Une petite formation est envisagée. Elle vous permet de changer de secteur et de relancer votre carrière. Il est essentiel d'avoir confiance en vous.

Des économies sont à venir, car la trésorerie s'épuise. Pour renouveler votre budget, évitez de craquer sur des gadgets. Ils vous attirent et vous lassent vite. Il n'y a pas de recette magique pour garder la stabilité. Différez vos achats importants.



Poisson (19 février - 21 mars)

À cause du carré Lune-Jupiter, vous ne parviendrez pas à chasser de votre tête vos soucis personnels. Du coup, vous cumulerez les tracas professionnels avec vos autres ennuis. Vous serez moins détendu que d'habitude. Vos collègues s'en rendront compte...

Avec Jupiter associé à la Lune, de mauvaises surprises financières seront possibles, comme par exemple des rappels concernant des contraventions impayées... Aujourd'hui, vous nagerez au milieu d'incertitudes et vous pourrez d'ailleurs perdre pied.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23